

- Pascale JAMOULLE, « Quartiers populaires de Bruxelles, Ségrégation et violences racialisées », dans Charlotte BREDA, Marie DERIDDER et Pierre-Joseph LAURENT (Dir), *La modernité insécurisée. Anthropologie des conséquences de la mondialisation*, Louvain-La-Neuve, col investigations d'anthropologie prospective /Academia/L'Harmattan, 2012, pp. 209-232

Résumé

La « modernité insécurisée » caractérise la vie sociale aux marges des grandes villes du Nord, en particulier la dynamique globale de fragmentation, de polarisation sociale et d'ethnisation des rapports sociaux dans les quartiers populaires de Bruxelles. Elle permet de décrypter les affiliations fortes aux entre-soi ethniques et la violence interr raciale. Elle donne du sens aux conduites à risques de la jeunesse. Se pose alors la question de la capacité de l'Etat de réguler ces conflits, d'apaiser les relations entre les personnes et les groupes.

Quartiers populaires de Bruxelles. Ségrégations et violences racialisées

Pascale Jamouille¹

Le concept de « modernité insécurisée », discuté dans cet ouvrage, rend compte de rapports sociaux violents dans des pays émergents, mais qu'en est-il des sociétés du nord de l'Europe ? Pour entrer en matière et discuter cette question, je la mettrai à l'épreuve de mes terrains des marges, en la localisant plus précisément dans les « quartiers d'exil »², au plus près du vécu de jeunes marqués par la précarité.

J'interrogerai cette notion à partir d'une enquête de terrain, de deux années, auprès d'adolescents migrants ou issus de l'immigration, qui vivent dans des quartiers marqués par la précarisation, au nord-ouest de Bruxelles.³ Elle a donné lieu à un ouvrage, intitulé « Adolescences en exil » (Jamouille/Mazzocchetti, 2011). Il porte sur les lieux d'exil des adolescents, ici et là-bas ; "l'ethnisation" des regroupements de jeunes et des écoles et, enfin, les violences de l'Etat qu'ils relatent.

Dans cet article, je défendrai l'idée que la notion de modernité insécurisée permet de penser les ravages de l'insécurité sociale⁴ dans les quartiers populaires, les affiliations fortes aux entre-soi ethniques, la violence interr raciale et les déficits d'Etat.

¹ Dr en anthropologie, chargée de recherches au Service de Santé Mentale Le Méridien, au Centre d'anthropologie prospective de l'UCL et au Centre de ressources pour la prévention des conduites à risque du département de Seine Saint Denis, professeure invitée (SPAD/UCL), responsable du Certificat Universitaire « Santé mentale en contexte social : précarité et multiculturalité ». <http://www.uclouvain.be/formation-continue-mentale>.

² Dans « *Quartiers d'exil* »(1992), François Dubet et Didier Lapeyronnie relatent « l'exil chez soi » de populations reléguées dans leur propre société.

³ Cette recherche engagée et transdisciplinaire est née d'un partenariat entre socio-anthropologues (LAAP/UCL) et cliniciens (Service de Santé mentale Le Méridien). Nous l'avons écrite à quatre mains avec Jacinthe Mazzocchetti.

⁴ Pour contrer la surenchère de discours sur l'insécurité civile, Castel (2003) développe, la notion d'insécurité sociale. Dans les sociétés modernes, dit-il, la montée du chômage, la flexibilité, l'affaiblissement des protections sociales s'accompagne d'une déqualification de masse et d'une concurrence exacerbée pour les emplois disponibles. Ce qui tend à briser l'entraide, les solidarités et les modes d'organisations collectives du salariat

Notre utilisation des termes « ethnique » ou « ethnicisation » ne renvoie pas ici à une classification de type « essentialiste » ou « culturaliste », mais bien à une expérience sociale de désignation comme étranger et de domination subie. Même si leurs histoires migratoires sont très différentes, des jeunes issus d'anciennes et nouvelles migrations grandissent dans des quartiers d'exil, qui se « ghettoïsent », où ils subissent des rejets, des disqualifications de la langue ou de la culture d'origine de leurs familles, des discriminations sociales et ethno-raciales⁵ cumulatives. Beaucoup fréquentent des écoles de relégation, dites « pour Marocains », « pour Turcs » ou « pour étrangers ». Quelle que soit la culture d'origine de leur famille, quand les enfants d'immigrés ont ce type de vécu, la colère et le sentiment d'exil peuvent tisser leur identité « fine ».⁶ Avec, parfois, en rétorsion, l'affirmation d'une différence de phénotype ou de couleur (blancs, blacks, arabes, turcs, ...) du côté des personnes concernées, pour faire reconnaître la force de leur communauté, sa quête de reconnaissance et les discriminations subies.

Une enquête de terrain engagée

Pour réaliser cette enquête auprès « d'adolescents en exil » bruxellois, nous nous sommes impliquées dans des quartiers, des écoles et des associations. Nous avons accompagné des professionnels de terrain. Nous avons rencontré des jeunes et des familles à leur domicile, sur leurs lieux de vie.

Cette enquête de terrain, impliquée et transdisciplinaire, a des limites. Elle ne rend pas compte de l'expérience globale de la jeunesse bruxelloise issue des migrations nouvelles et anciennes, mais bien des perspectives du profil de jeunes avec lesquels nous avons travaillé: ce qu'ils observent, ce qu'ils pensent, ce qu'ils ressentent, et les raisons pour lesquelles ils voient les choses comme cela. Leur style de vie et leurs visions du monde sont bien souvent façonnés par la condition sociale précaire de leur famille, leur sentiment d'échec du projet migratoire d'ascension sociale de leurs parents, l'appauvrissement de leurs quartiers et de leurs communautés d'appartenance, la mono-culturalité des écoles qu'ils fréquentent, et parfois leurs problèmes de droit de séjour.

Dans cet article, je centrerai mon propos sur « Le Secteur Ouest »⁷, une commune bruxelloise aux quartiers très contrastés, particulièrement homogènes sur le plan social et ethnique. En effet, au cœur du Secteur Ouest eut lieu un événement qui m'a particulièrement mobilisée durant la première année d'enquête, la presse le qualifia de « premières émeutes raciales » de Bruxelles. Au sujet de la « dimension ethnique » de cette émeute, je présenterai ensuite un récit clé, celui d'Arthur, un jeune qui a été impliqué, quand il était adolescent,

ouvrier traditionnel. Dans ce contexte, les individus sans ressources personnelles, ni entourage protecteur sont profondément insécurisés. Des groupes entrent dans des mobilités sociales descendantes et partagent les mêmes vécus de déréliction, de déprivation et de frustrations. On assiste alors à un glissement de l'état social vers l'état sécuritaire, avec une fixation sur certains groupes qui deviennent les boucs émissaires de ce que la société, dans son ensemble, porte comme menaces.

⁵ La logique de la discrimination ethnoraciale est similaire, quel que soit le groupe qui l'exerce. Elle légitime le traitement différentiel des individus à partir de leurs caractères d'appartenance ethnique (phénotype, couleur de peau, consonance du nom, langue...). Elle utilise les différences pour déclencher la suspicion et le rejet (Castel, 2007, p. 11).

⁶ Pap Ndiaye distingue l'identité « fine » et l'identité « épaisse ». La « condition immigrée », dit-il, est une identité « fine » : une expérience sociale partagée de désignation, de domination subie, pas une identité « épaisse » des origines et des cultures. (Ndiaye, 2008)

⁷ Pour des raisons déontologiques et par discrétion, dans cet article, j'ai remplacé la plupart des noms propres (communes, quartiers, interlocteurs(trices), services, clubs ...) par des pseudonymes.

dans ce qu'il appelle : « la défense de la race blanche ». Il décrypte sa condition et le sens des violences ethniques dans les décours de sa vie. Les jeunes qui ont fait partie de bandes de « Blacks », de « Turcs » ou « d'Arabes », que nous avons rencontrés, dans d'autres quartiers populaires relaient les mêmes processus de fermeture sur des entre-soi violents que cet ancien *skin*.

Partir des analyses d'Arthur pour montrer les dimensions sociales, raciales et territoriales actives à la base de nombreux regroupements d'« ados en exil » me permet ici de ne pas réduire la question de l'exil et des fermetures ethniques aux jeunes migrants ou issus de l'immigration.

2. Bruxelles, polarisations sociales et ethniques de la ville

Bruxelles est cosmopolite. Sur plus d'un million de personnes recensées⁸, 26,8 % des Bruxellois ont une nationalité étrangère et 46,3% sont d'origine étrangère (Willaerts et Deboosere, 2005).⁹ Ce chiffre ne comptabilise pas les candidats réfugiés, ni les étudiants étrangers ni les clandestins résidants à Bruxelles. Si on en tient compte, la proportion de Bruxellois d'origine étrangère est bien plus élevée.

Bruxelles se polarise et se fragmente. L'Atlas des quartiers bruxellois montre une homogénéisation progressive des zones urbaines sur les plans de leur statut socio-économique et de l'origine des habitants (Willaerts et Deboosere, 2005). Le nord-ouest de Bruxelles, où nous avons principalement enquêté, est particulièrement marqué par la précarité, en particulier les anciens quartiers ouvriers qui entourent le centre ville. Ils forment un « croissant pauvre », essentiellement habité par les personnes issues de l'immigration les plus paupérisées.¹⁰ Dès les années 50, les premières vagues d'immigration venant d'Europe du Sud, puis du Maghreb et de Turquie, s'installèrent dans ces zones ouvrières. Tandis que, la classe moyenne les quittait pour les zones de villas du sud-est de Bruxelles et les banlieues vertes. Progressivement, les immigrations venues du sud de l'Europe se dispersèrent dans toute la région bruxelloise, tandis qu'un double processus de ségrégation et d'agrégation confinait dans le « croissant pauvre » les nouveaux migrants désargentés et des familles immigrées, essentiellement d'origine turque et marocaine, touchées de plein fouet par la désindustrialisation.

Ces deux derniers regroupements ethniques sont les plus denses de la capitale. Recrutées dans les années 60/70 dans le cadre d'accords bilatéraux, ces immigrations de travail, d'origine paysanne, peu scolarisées, ont assuré le développement industriel de Bruxelles, du moins ses emplois lourds et peu qualifiés. Aujourd'hui, la population bruxelloise d'origine marocaine est la plus importante (126.962 personnes). Quant aux 35.877 Bruxellois d'origine turque, ils sont principalement concentrés dans les quartiers proches de la gare du Nord. (Willaerts/Deboosere, 2005). Pour une partie ces immigrations, l'ascension sociale et scolaire attendue ne vint pas, elles connurent même une véritable régression socioéconomique (Jamouille, 2009). Ainsi, si 14 % de Belges vivent dans la pauvreté, ce chiffre monte à 59 % pour les personnes d'origine turque et 56 % pour celles en provenance

⁸ 1048491 habitants recensés (+ 17.180 habitants dans le registre d'attente) au premier janvier 2008. *Tableau de bord de la santé en Région bruxelloise*, Observatoire de la santé et du social, 2010, p. 13

⁹ Sous la rubrique « origine étrangère », l'atlas comptabilise: les personnes de nationalité étrangère, les immigrés qui ont acquis la nationalité belge après leur arrivée en Belgique (la première génération) et leurs enfants (la deuxième génération).

¹⁰ La zone du croissant entoure le centre ville par le nord ouest. Elle part du centre de Saint-Gilles, du quartier Saint-Antoine à Forêt et des Marolles, et passe par Cureghem et le bas-Molenbeek jusqu'au Quartier nord et la partie adjacente de Schaerbeek.

du Maroc (Martiniello/Perrin/Van Robaeys/Vranken, 2007). Les jeunes sont particulièrement touchés par la discrimination, le chômage et la déscolarisation (Delwit/Réa/Swyngedouw, 2007). Beaucoup vivent des « adolescences en exil ». Le terme « exil » renvoie ici à leur sentiment d'être étrangers¹¹ ainsi qu'aux espaces de relégation où ils grandissent, à savoir leurs écoles dites « de seconde zone » et leurs quartiers dits « turc », « marocains », « black » ... De nombreux jeunes de ces quartiers se sentent en exil au dedans de la société belge et au dehors. Ici, ils se sentent désignés, construits comme étrangers, disqualifiés et socialement relégués, alors que la plupart sont belges. Là-bas, dans le pays de leurs parents, ils se disent considérés comme des immigrés, « des vaches à lait »¹², des enfants illégitimes « qui ont oublié d'où ils viennent ». (Sayad, 2006)

Dans les communes du croissant pauvre cohabitent autochtones, migrations plus anciennes et nouvelles migrations (Afrique subsaharienne, Europe de l'Est, Amérique latine...). Les nouveaux arrivants, sans existence légale ni accès au travail déclaré, sont particulièrement vulnérables. L'exploitation des illégaux et le travail contingent se développent, les anciennes immigrations voient se défaire les protections sociales, ce qui exacerbe les logiques concurrentielles entre communautés.

Plus la discrimination sociale et ethnoraciale se renforce plus les recours et les solidarités deviennent « ethniques ». Le dernier ouvrage d'Albert Bastenier (2004) relate comment la « conscience ethnique », a émergé en Europe, entrant en concurrence avec la « conscience de classe », qui hiérarchisait et solidarisait les groupes sociaux, dans l'ancien monde industriel. Quand les premières vagues d'immigration sont arrivées à Bruxelles, les classes bourgeoises et ouvrières se hiérarchisaient verticalement en fonction de leur position dans le système de production industriel. Mais la « reconversion » de la ville a précarisé l'accès au travail de nombreux habitants ; tandis que les nouvelles migrations s'implantaient, renforçant l'hétérogénéité culturelle des anciens quartiers ouvriers. Dans ce contexte, l'ethnicité est devenue un puissant principe organisateur des différences, des hiérarchies et des solidarités entre les habitants. Alors que la conscience de classe, était fondée sur un antagonisme vertical, la « conscience ethnique » structure davantage la ville horizontalement, par territoires. L'ethnicité la fragmente, la morcelle, chaque groupe se solidarise autour des siens, pour sauvegarder ses ressources : la fierté de ses coutumes et de sa langue, son territoire urbain, sa strate de travail, sa légitimité historique....

Dans ce contexte, le « croissant pauvre » bruxellois se fragmente en quartiers dits « marocains », « turc », « black » Quelques rares cités sociales isolées, dites « blanches », subsistent dans ces communes populaires. Certaines, comme la cité de l'Anneau, dont je décrirai le processus de fermeture ethnique, sont noyautées par l'extrême droite et le « *white power* ». Ces références racialisées à l'identité et aux territoires majorent les risques de violences interethniques. Pour comprendre, de l'intérieur, les ressorts et les conséquences de l'ethnisation des rapports sociaux dans les quartiers populaires, je ferai ci-après l'ethnographie de l'émeute qui secoua le Secteur Ouest, une des communes du « croissant pauvre » du nord ouest de Bruxelles.

¹¹Notre enquête de terrain montre que le sentiment d'être étranger a des dimensions subjectives (vivre étranger à soi-même), transculturelles (le déplacement peut avoir des incidences sur plusieurs générations) et sociales (la construction comme étranger, les discriminations et les rejets renforcent le sentiment d'exil).

¹² Cette métaphore de la « vaches à lait », très utilisée par les jeunes immigrés, rend compte de leur sentiment d'être regardé au pays comme du bétail dont on peut soutirer le maximum de bénéfice (argent, cadeaux, services ...).

3. Rixes violentes entre les communautés.

Ces événements ont eu lieu en mai 2008, ils sont un terrain d'analyse heuristique des relations violentes qui peuvent dresser les uns contre les autres les populations de différentes origines pour l'accès aux ressources matérielles et symboliques. La réaction autoritariste, uniquement policière et inéquitable de l'Etat, en ces circonstances, donne également à penser.

Rappelons que le Secteur Ouest, la cité de l'Anneau, le Reis, ... dont il sera question ici, sont les pseudonymes de zones urbaines, où nous avons longuement enquêté. Je les présenterai successivement.

Le Secteur Ouest est une commune bruxelloise d'environ 100.000 habitants¹³, à forte densité immigrée. Toute en longueur, elle s'étend du ring vers le centre ville bruxellois. Si un «Beau Quartier», au centre de la commune, abrite une population aisée, le Secteur Ouest est particulièrement marqué par la précarité à ses deux extrémités. Le quartier du Reis, à l'est de la commune, est un des quartiers les plus pauvres de Bruxelles. Tandis que la cité sociale de l'Anneau, à l'autre extrémité, ouest, a longtemps été considérée comme « une cité quart monde ». Tout au long du 20ème siècle, les autorités du Secteur Ouest reléguèrent à ces deux extrémités du territoire communal les populations en difficultés. Ainsi, quasi aucun logement social n'a été bâti dans le Beau Quartier. Les familles blanches étaient prioritairement hébergées à la cité de l'Anneau, connue pour ses tendances « extrême droite » ; tandis que les familles étrangères étant regroupées dans les blocs sociaux du quartier du Reis. Progressivement, avec la contraction de l'emploi et le déploiement de l'économie souterraine (Beaud/Pialoux, 1999 ; Bougois, 2001), l'Anneau et le Reis devinrent rivaux, les dynamiques communautaristes s'y renforcèrent.

Ainsi, entre la cité sociale de l'Anneau, vue comme « blanche », et le quartier du Reis, vu comme « immigré », il y a ce Beau Quartier, bourgeois, huppé, qui abrite le stade de football, objet de tous les enjeux symboliques. En effet, le Secteur Ouest a la passion du foot. Dans les cafés, les vitrines de librairies, les commerces..., le foot s'affiche. Qu'ils soient « Belges de souche » ou d'origine étrangère, les habitants du Secteur Ouest aiment le foot et supportent leur équipe : le FC (Football Club). Quand leur club gagne un match, ils se sentent eux-mêmes des gagnants, identifiés, portés par les performances de leurs joueurs. Un stade d'envergure et le Football Club (FC) sont implantés dans un parc, que j'ai appelé « le parc Elisabeth ». Joyaux du « Beau Quartier », stade et FC sont « un Etat dans l'Etat », un centre névralgique, où convergent les regards. Dès le vendredi soir, les cafés de cops (supporters) débordent sur la rue. Leur quartier général se trouve place Beucelart, en face du parc Elisabeth, dans le Beau Quartier, au plus près du stade, véritable « nombril » symbolique de cette commune.

3.1. La cité de l'Anneau. Idéologie de la race blanche sur fond d'insécurité sociale

Comme les autres quartiers du Secteur Ouest, la cité de l'Anneau supporte le Football Club. Beaucoup d'hommes de l'Anneau, en particulier, ont leur place dans les cafés de cops dès le vendredi soir. Bâtie en bordure de ring, en 1907, cette cité jardin labyrinthe, en forme de cercle s'étend, de placettes en placettes. Des maisonnettes ouvrières, à jardinets de façade, sont rangées le long de ruelles à la toponymie industrielle : « rue du Travail », « rue de l'Industrie », « place du Syndicat »... L'école, au centre de l'Anneau, a des résonances architecturales « post communistes » ; le vitrail du préau surtout : des enfants qui dansent en farandole et se donnent la main. Ces vestiges du passé renvoient aux modèles qui structurèrent une société industrielle en pleine expansion au moment de la construction de la cité. La

¹³ 9,5 % de la population bruxelloise

culture ouvrière était structurée par le salariat industriel, la lutte des classes pour les protections sociales, la solidarité et l'adhésion à des collectifs protecteurs. Vivre en cité ouvrière diminuait le coût du logement et permettait d'investir la scolarité des enfants. (Schwartz, 1990) Si les conditions de vie étaient misérables, la coopération, l'interdépendance, les réseaux d'entraide étaient une des conditions de la survie collective (Laé, Murad, 1985). Dès les années 80/90, la fermeture des usines du canal confinèrent à l'Anneau une population qui devint principalement allocataire sociale. Aujourd'hui, le travail s'en est allé, le salariat se défait, l'Anneau est devenue une cité sociale, où les critères d'octroi des logements trient les populations, regroupant là celles qui cumulent les facteurs de « précarité » (allocations sociales, monoparentalité, problèmes de santé ...). (Jamouille, 2008) Une partie du parc a été mis en vente. Les maisons « privées » sont entretenues, les châssis et les façades sont repeints ; tandis que le bâti social se délabre, à l'intérieur comme à l'extérieur.

Mon ami Tony a grandi à l'Anneau. A ce moment de l'enquête, il travaille comme éducateur dans une maison de jeunes au cœur de son ancien quartier. Il est frappé par la « pulsions de bouger » des jeunes avec qui il travaille. Branchés sur « le mode frénétique », ils ont la bougeotte, alors même qu'ils sont « scotchés » à leur quartier. Ils vont, viennent, sautent par la fenêtre, montent sur le toit... Ils ne s'arrêtent jamais, comme si l'immobilité leur était insupportable. Ce mouvement des jeunes, dans leur quartier, a quelque chose d'elliptique. « Tu es enraciné dans quelque chose, tu ne peux pas t'en dégager, tu bouges en ellipse, et ça te ramène toujours au point de départ », me dit Tony. Car le quartier immobilise ces jeunes, fait frontière à leurs pulsions de bouger, ils en sortent peu.

A l'époque de la construction de la cité, des familles « belgo-belge » très précaires furent logées à l'Anneau. L'objectif était de stabiliser une main d'œuvre non qualifiée, le long du canal, à proximité de la zone industrielle. Ensuite arrivèrent les Italiens, puis les Marocains et les Turcs, et enfin les nouveaux arrivants, de l'Est et d'Afrique subsaharienne. En dépit de la volonté publique, des familles immigrées furent logées à l'Anneau, en raison des critères d'octroi des logements sociaux. La configuration ethnique de la cité se mit à changer.

Plus les ressources socioéconomiques s'amenuisaient, plus la disqualification raciale et les discours nationalistes de « défense de la race blanche » prenaient corps dans la cité. Des jeunes de l'Anneau sont noyautés par les discours racistes et les structures de l'extrême droite. A l'époque où Tony était enfant, le climat était déjà « *white power* ». Tandis que progressaient le délabrement de l'habitat social, le chômage et le confinement spatial, les clivages, les rivalités et les conflits entre les communautés se sont exacerbés.

En parallèle, les sorties du foot, entre supporters, le vendredi soir et les week-ends, devinrent quasi les seules occasions pour certains groupes de jeunes de l'Anneau de se rendre dans le Beau Quartier. Ils rejoignent là les autres cops (supporters) dans leur quartier général : les cafés de la place Beucelart, en face du Stade. Ces cops sont des hommes, généralement entre 25 et 50 ans. La plupart ont le crâne rasé, parfois un bouc, des piercings, des bras musclés et tatoués qui saillent de leurs t-shirt ou de leur chemise à carreaux, aux manches retroussées. Ils portent des jeans, de grosse ceinture et des *combats shoes* (hautes bottines militaires, très robustes). Ils ont des corps puissants, forgés par les travaux lourds, ou musclés en salle, rompus aux combats de rue. Beaucoup sont frustrés socialement parce qu'ils vivent d'allocations sociales ou d'emplois précaires et contingents. En rétorsion, ils n'aiment pas les étrangers, ils les accusent de la « déglingue » de la vie quotidienne¹⁴. En groupes, ils défendent leur territoire : la place Beucelart, le stade, le Football Club, et le Beau Quartier, contre « les envahisseurs » étrangers.

¹⁴ Bien entendu, de nombreux cops, qui supportent le football club, n'ont aucun discours ni attitudes xénophobes.

Tony : - On peut supporter le Football Club sans être raciste, mais pour avoir sa place dans les cafés de cops de la place Beucelart, il ne suffit pas d'aimer le foot. Ces gens sont noyautés par l'extrême droite nationaliste.

Tony me proposa d'en parler à Arthur, un jeune de 22 ans qui, adolescent, avait fait partie d'une bande de *skins* « de droite » qui contrôlait la cité de l'Anneau. Nous le rencontrâmes un soir, dans un bar, en face de la cité. Il arriva sur le tard, maigre, les jambes arquées, comme gêné aux entournures par son grand corps dégingandé. Il portait sa tenue de travail de déménageur : un sweater bleu et un pantalon gris large. D'allure timide, prévenant, il ne cadrerait pas avec le personnage de dur, que je croyais rencontrer. Tony nous laissa et nous fîmes la fermeture du bar ; à parler du présent et du passé, la nuit était tombée.

Arthur se dit « une bête de travail dans le déménagement ». Il travaille pour un sous-traitant d'une grosse société de transport. Pour chaque prestation, la société évalue « le nombre de litres »¹⁵ à déménager et fait appel à ses propres salariés. S'il y a du travail en plus, elle le délègue à un sous-traitant qui emploie « au jour la journée » des jeunes comme Arthur. Son patron l'appelle le soir sur son GSM et lui dit, par exemple : « Demain 6 heures ». Arthur ne sait jamais à l'avance ni ses jours de travail ni ses horaires. Il est payé huit euros de l'heure, parfois jusqu'à 11 euros. S'il travaille 5 jours, ça lui fait un petit pactole, mais « c'est rare que ça dure ». Il achète régulièrement des voitures, mais ne peut pas les payer. Alors il les laisse à la fourrière.

Arthur est totalement vulnérable socialement, pris dans un système véreux, de sous-traitance d'un travail non déclaré. Son cas n'est pas isolé. Tony et son équipe, de la maison de jeunes, observent la véritable descension sociale d'une faction toujours plus importante de la jeunesse de l'Anneau : leurs parents faisaient partie du monde ouvrier, tandis qu'eux-mêmes n'accèdent plus qu'à de petits boulots contingents et basculent dans des formes de précarité (Jamouille, 2008 ; Wacquant, 2004). Des intermédiaires les font travailler dans des travaux lourds, aux formes de flexibilité maximales. Ces modes d'organisation du travail évacuent toute forme de respect. Elles divisent les jeunes et les mettent en concurrence. Si la société salariale prônait la solidarité, le précarité laisse les jeunes très seuls. Ils ne se voient pas comme un groupe mais comme des individus isolés qui luttent pour survivre (de Gaulejac/Taboada Léonetti, 1994). Dans ce contexte, la violence sociale, les frustrations et les rivalités intercommunautaires s'exacerbent.

Arthur : - L'Anneau, c'est un quartier ouvrier, on reste tous ensemble depuis qu'on est né. On a la même mentalité.

Pascale : - Et vous êtes devenus *skins* ?

Arthur : - *Skins*, c'est à cause du manque de respect qu'on a fait ça. (...) Ils nous provoquent mais nous, on veut simplement rester entre nous. Souvent les étrangers, ils se croient prioritaires à nous. Ils s'imposent et ils imposent. On nous manque de respect. Je ne supporte pas ça.

Assignés à leur cité, quand les parents « n'y arrivent pas » et que les écoles ne sont pas des lieux de promotion sociale (Jamouille, Mazzocchetti, 2011), les jeunes comme Arthur se replient sur leur territoire, dans des entre soi communautaires fermés. Ils disent : « On veut rester entre nous ». Quand ils se sentent niés par la société, sans perspectives, des groupes de jeunes se solidarisent sur une communauté d'attitudes, une condition commune, un même phénotype pour exister et imposer le respect sur une cité ou un morceau d'espace public. Ces

¹⁵ Unité de mesure utilisée pour évaluer l'ampleur d'un déménagement

groupes entrent en concurrence pour les ressources disponibles, chacun accusant l'autre de lui manquer de respect, de chercher à lui prendre sa légitimité d'être là.

Ce soir-là, Arthur parla beaucoup de ce qui l'avait attiré dans « *le withe power* ». Il ne comprend pas bien lui-même comment cette lutte pour le contrôle de l'espace public de la cité a commencé, mais la haine s'est « engrenée ». Il a fait de la prison, là il s'est solidarisé avec d'autres jeunes sur d'autres critères que les caractéristiques ethniques, ça l'a fait réfléchir. Finalement, après expérience, il a aujourd'hui des amitiés électives. Il est passé à une autre classe d'âge : se différencier, « se montrer », provoquer, ça ne lui ne lui dit plus grand-chose ; le mouvement *skin*, il n'en a « plus rien à foutre », ça ne lui sert plus.

A entendre Arthur, dans sa trajectoire personnelle, s'afficher « *skin* », acquérir du pouvoir en faisant partie d'une bande, intégrer une sous-culture juvénile violente, faire la chasse aux autres groupes ethniques, étaient autant de réponses adaptatives pour se protéger, s'affirmer, acquérir un respect de soi et un territoire dans un monde d'humiliations continues.

Arthur : - Les Arabes ont une autre mentalité. Ils nous provoquent. Ils font les malins avec nous et nous on fait les malins avec eux. Eux pensent : il y a une différence sociale entre les Belges et nous, mais il n'y a aucune différence de classe sociale. On galère tous, on est tous dans la même merde. Alors qu'ils arrêtent avec leurs insultes : « Sale Flamand ! » Ces jeunes-là, ça attise la haine, c'est plein le cul, c'est ras le bol.

Comme la plupart des jeunes que nous avons rencontrés par la suite, dans différents quartiers d'exil, Arthur et « ses potes » se seraient regroupés pour être protégés et mieux se défendre. « Du côté des Arabes, dit-il, les Blancs de la cité se font traiter de « Flamands » ; tandis que nous, on les traite de Bougnoules ». En général, dans l'argot des quartiers pauvres, « un Flamand » est un Blanc, un « Belgo-belge », un représentant des nantis et des majoritaires : l'articulation entre le capital racial, social et culturel fait « le Flamand ». Il symbolise globalement la puissance oppressive des majoritaires, et le combat que doivent mener les minoritaires pour rétorquer, coup sur coup, aux humiliations. Donc, par extension, les jeunes dits « Arabes » (même s'ils sont belges depuis plusieurs générations) traitent de « Flamands ! » les « Blancs Bleus Belges »¹⁶ ou *fac smillé*, en rétorsion aux humiliations vécues par les populations immigrées. En réponse, les jeunes de l'Anneau s'associent, affichent une fierté de leur origine, affirment leur nationalisme, la supériorité de « la race blanche ». Ils se regroupent, s'affichent *skins*, « font peur », pour obtenir par force la reconnaissance, le respect et le contrôle de la cité.

Créer une bande de *skin*, ce fut aussi, pour ces jeunes ados, afficher leur révolte envers le monde adulte. Arthur et les siens se sont différenciés par le vêtement et les logiques guerrières, dites « *skins* ». La bande de *skinheads* servait aussi à cela : se regrouper au chaud dans sa classe d'âge, afficher le conflit intergénérationnel et la révolte contre une société qui les privait de perspectives sociales en les confinant dans leur quartier d'exil (Monod, 1968).

La bande avait aussi d'autres avantages. Elle menait « ses propres affaires ». Elle donnait accès aux cafés de cops (supporters du Football Club) où les skins de l'Anneau étaient reconnus. Ils avaient leur place, en face du stade, dans le Beau Quartier. Du foot, la bande s'impliqua ensuite dans la politique. Recrutés par le Front National Jeunesse, ces jeunes purent voyager, visiter d'autres locales du mouvement, acquérir des mobilités nouvelles.

Participer à une sous-culture juvénile violente, apprendre le combat de rue, s'affronter à plus fort que lui, ont également eu, pour Arthur, une dimension subjective. Tous les jeunes

¹⁶ Expression bruxelloise qui signifie « Belge d'origine », en référence humoristique au « Blanc Bleu Belge » (BBB), une race bovine belge destinée à la production de viande.

de l'Anneau ne sont pas devenus skins, certaines souffrances personnelles ont été un terreau favorable. Ainsi, après la mort de son frère jumeau, à l'âge de 12 ans, dans les rixes, Arthur a commencé à utiliser la douleur physique et la violence pour mieux contrôler sa douleur morale.

En fin de soirée, Arthur me résuma sa pensée. Pour lui, les jeunes se regroupent en bandes pour être moins précaires. Il donne six raisons principales aux regroupements de jeunes:

- trouver « une famille » et des protections ;
- pouvoir exister sur un territoire (géographique, économique et social) et pouvoir s'en émanciper, en acquérant de nouvelles mobilités, en faisant de nouvelles alliances,
- défendre son appartenance « ethnique », montrer la force de son groupe ;
- construire une masculinité offensive, prouver sa force, se faire craindre et respecter ;
- avoir accès à des ressources (biens de consommation, business, filles, voyages...);
- se rebeller, afficher le conflit intergénérationnel et leur révolte contre une société qui leur manque de respect.

En reprenant le métro, j'écrivis les conclusions d'Arthur et ajoutai que les styles de vie à risques peuvent aussi s'ancrer dans une histoire personnelle. Tous les jeunes des quartiers populaires ne font pas partie d'une bande. Certaines souffrances personnelles et familiales entrent en ligne de compte. Des jeunes ont besoin de prises de risque antidépressives ou anxiolytiques qui exaltent leur humeur (Jamouille, 2000).

Les mois suivant je fréquentai davantage le Reis, le quartier immigré, à l'autre extrémité du Secteur Ouest. Là aussi les regroupements de jeunes ont une base ethnoraciale affirmée.

3.2. Le Reis, « en force ». En rétorsion aux discriminations

A l'autre extrémité du Secteur Ouest, jouxtant le centre ville bruxellois, s'étend tout en longueur, le quartier marocain du Reis, séparé de la cité de l'Anneau par le Beau Quartier.

Héru, une jeune artiste issue de l'immigration y a passé son enfance. Elle me racontait le sentiment d'abandon et d'isolement de la jeunesse du Reis. Pour se faire reconnaître, ces jeunes ont appris à se faire craindre. « Avant, me dit-elle, à la moindre bavure policière, les jeunes se mobilisaient en bloc, unis par une même appartenance au quartier. » Mais aujourd'hui, le Reis se serait morcelé et réagencé en une diversité de communautés. La jeunesse marocaine garde son hégémonie mais, de leur côté, les Blacks se regroupent et font face au racisme des Marocains à leur égard. Une immigration polonaise et albanaise s'est installée au Reis, où elle se construit une réputation de « sans limite ». Chaque immigration défend son territoire. L'espace public se réduit en peau de chagrin pour les adolescents impliqués dans ces conflits. Les jeunes du Reis se replient sur leur communauté et leur quartier, ce qui les enferme et les protège à la fois (Lapeyronnie, 2008).

La rue Granlez fonctionne comme un couloir urbain entre le Reis, marqué par toutes les précarités, et le Beau Quartier du Secteur Ouest. Cette rue qui regroupait des commerces de luxe a vu des magasins plus populaires s'implanter. Plus on descend vers le Reis, plus on trouve des « bazars », aux marchandises hétéroclites, et de l'ethnic business avec, sur les pas de porte, des valises et des sacs de voyages enchaînés aux présentoirs, « pour rêver un peu ».

Henri, Fonctionnaire de Prévention de la commune observe depuis plusieurs années un conflit de territoire latent. La population marocaine, longtemps confinée, dans le Reis remonte

vers le Beau Quartier. Des familles d'origine étrangères, en ascension sociale, ont déjà racheté une partie de la rue Galez, elles continuent à gagner du terrain, investissant une à une les maisons mises en vente, jusqu'aux abords du stade, territoire traditionnel des cops des cités populaires.

Héru dont le frère a été recruté, en son temps, par le Football Club (FC) relate combien « le système du foot du Secteur Ouest » participe à créer et à maintenir les ségrégations spatiales, les différenciations/hiéarchisations ethniques officieuses qui structurent l'occupation des territoires et les relations entre les communautés.

Le frère d'Héru a fréquenté la section socio-sportive de l'école Venezia, une école située au cœur du Reis, où s'inscrivent essentiellement des jeunes issus des immigrations anciennes et nouvelles. Les contrats de sécurité de la commune subventionnent là un projet socio-sportif. Les jeunes qui en font partie peuvent bénéficier du matricule du FC (Football Club), sans avoir à se mélanger à l'entraînement dit « ethniquement blanc » du club père, implanté dans le Beau quartier.

Héru : - Le foot au Secteur Ouest, ce n'est certainement pas l'intégration des communautés, il y a les entraînements du Football Club (FC), au parc Elisabeth, mais là c'est presque que des petits Blancs. Pour que les enfants d'immigrés qui y sont puissent jouer, il faut vraiment qu'ils soient bons, meilleurs que les autres. Alors, on a séparé les entraînements, ici, autour de la section sportive de l'école Venezia, il y a des entraînements ouverts aux jeunes d'origine étrangère.

Le Football Club (FC) s'engage à intégrer dans ses rangs, chaque année, l'un ou l'autre des meilleurs éléments de ce qu'on appelle ici « sa division étrangère ». Ce qui fait dire à d'aucun que la « sélection raciale » reste bien vivace au Secteur Ouest.

3.3. Récit d'une émeute urbaine.

En mai 2008, de violentes rixes urbaines, entre cops et jeunes issus de l'immigration marocaine, secouèrent les alentours du stade de foot, dans le Beau Quartier. A l'origine, un attentat à la pudeur commis par un jeune d'origine maghrébine sur une jeune fille belge d'origine. Son père, une des figures de proue des cafés cops de la place Beucelart, appela à la vengeance. Le lendemain, un Belge se faisait racketter par des jeunes d'origine marocaine sur le territoire des cops, au sortir du parc Elisabeth, ce qui mit feu aux poudres.

Les cops réagirent par des provocations violentes et xénophobes sur Internet (blogs de skyrock, forums...) et par des chaînes de messages racistes par SMS. Appels au combat et propos extrémistes circulèrent, ainsi qu'un rendez-vous, un vendredi soir, devant le stade, pour une bataille rangée. Ce vendredi-là, des centaines d'adolescents, de 12 à 18 ans, arrivèrent en métro pour défendre l'honneur de la jeunesse d'origine marocaine, gravement insulté. Place Beucelart, des cops de Bruxelles, Charleroi, Brugge, Mechelen... les attendent, venus de partout pour « mater les Marocains ». Les forces étaient inégales : des adolescents contre des cops, de 25 à 50 ans, d'une brutalité extrême, formés aux combats de rue. Les forces de l'ordre s'interposèrent entre les hooligans et les adolescents, ils continrent les cops sur la place Beucelart, allant jusqu'à l'affrontement au corps à corps.

Des éducateurs, sur le terrain, ce soir-là, relatent des micro-scènes d'une violence inouïe. En l'espace de quelques secondes, des adolescents étaient littéralement tabassés; le temps que la police intervienne, elle les retrouvait à terre, ensanglantés.

En cours de soirée, un petit groupe de jeunes d'origine maghrébine, repoussé vers la place communale, arracha des pavés et les lança sur les vitrines du haut de la rue Galez, atteignant des biens privés et publics. Les forces de l'ordre les arrêtrèrent, ainsi que des

dizaines, voire des centaines d'autres jeunes issus de l'immigration qui, eux, n'avaient commis aucune infraction. Si les cops hurlaient des propos racistes, ce soir-là, s'ils « massacèrent » les quelques jeunes qu'ils parvinrent à isoler, aucun ne passera la nuit au poste. « Il fallait éviter les affrontements pendant la garde à vue », dira la police. Pourtant, dans les écoles bruxelloises, à forte densité immigrée, une autre interprétation circulera les jours suivants. Les forces d'intervention spéciales, anti-émeute, dépêchées sur place, étaient quasi essentiellement de « race blanche ». Quels liens unissent policiers et cops ? Était-il plus simple pour la police d'arrêter les adolescents d'origine immigrée ?

Le vendredi soir suivant, alors que nous accompagnions Tony sur place, nous fûmes les témoins directs de violences racistes, qui couvent encore aujourd'hui, dans les cafés de cops. Dès le début de la soirée, agglutinés devant les cafés de la place Beucelart, les cops scandaient, en tapant du pied en cadence: « On est chez nous ! On est chez nous ! » ; tandis que la tension montait. Ils arrivaient toujours plus nombreux, adossés au café, formant des groupes d'une cinquantaine de personnes, sur les trottoirs. Or, un couvre feu avait été instauré, toute réunion de plus de trois personnes était interdite dans l'espace public. Une violence à l'état brut se dégageait, à peine contenue. Un élu d'extrême droite passait de bistrot en bistrot, saluant ses troupes. Vers 22h, les cops continuaient à s'agglutiner en toute impunité, ils semblaient venir de partout, de Belgique et de l'étranger.

Ce soir-là, plus de 500 policiers étaient sur le terrain. A chaque coin de rue, des fourgons, des autopompes, et des hommes armés attendaient. Mais personne ne dispersa les cops. Par contre, la police vida la rue des jeunes issus de l'immigration marocaine, les interpellant systématiquement, tandis que les cops se regroupaient toujours.

Des adolescents arrivaient par dizaines de Bruxelles ville, de Molenbeek, de Schaerbeek... Ils étaient cueillis à la sortie du métro par les forces d'intervention spéciales qui les renvoyaient, ou leur passaient des menottes en plastique, les mains derrière le dos, et les embarquaient dans leurs fourgons. Les images du vendredi précédent avaient permis à la police d'identifier plusieurs centaines de jeunes qui avaient participé à la bagarre, tous les arrivants passaient au crible de ce repérage. A 21h, plus de cent jeunes issus de l'immigration avaient déjà été arrêtés. La presse parla de plus de deux cents jeunes immigrés maintenus en garde à vue jusqu'au lendemain. Par contre, ajoutèrent les journaux, aucun cops ne passa la nuit au poste.

Notons que ce soir-là, les autres communautés d'origine étrangère de Bruxelles ne se solidariserent pas avec la jeunesse d'origine maghrébine. Ni les Turcs, ni les Blacks, ni les Latinos, ni les jeunes de l'Est ne se déplacèrent. Ce qui confirma nos hypothèses : les logiques de fractionnement de la ville touchent l'ensemble des communautés, y compris les jeunes d'origine étrangère, entre eux.

Les événements du Secteur Ouest de Bruxelles se sont calmés aujourd'hui. Mais ils font pressentir une lame de fond, ramassée, prête à déferler. Dans les zones ghettos marquées par la précarisation, les tensions et la violence sociale donnent lieux à des clivages « ethniques » et des violences raciales de plus en plus brutales.

Discussion : Modernité insécurisée dans les quartiers d'exil de Bruxelles ?

Dans les anciens quartiers ouvriers du « croissant pauvre » de Bruxelles, la culture ouvrière se défait. La désindustrialisation met à l'écart de la société salariale les franges les moins qualifiées des populations, qu'elles soient d'origine belge ou immigrée. Le salariat devient instable et hétérogène, avec des coupes sèches d'emplois sous-qualifiés et une croissance continue des « petits boulots », précaires et insécurisés. (Wacquart, 2007). Protections sociales et droit du travail se délitent (Jamouille, 2008). L'augmentation massive et structurelle du chômage, conjuguée à la perte des protections rapprochées (voisinage,

famille, clan...) généra, dès les années 80/90, des situations de désaffiliation sociales, d'incertitude et de vulnérabilité de masse dans le croissant de pauvre, en particulier. Pour les « surnuméraires » de l'économie de marché, la vie sociale se déclina alors en termes de manque : de considération, de sécurité, de biens assurés et stables (Castel, 1995).

«Le temps de la « modernité insécurisée » conjugue l'affaiblissement de la prise en charge coutumière de la vie commune et les difficultés de l'Etat d'organiser dans la sérénité la survie de pans entiers de sa population. », dit Pierre-Joseph Laurent (2008), au sujet de ses terrains africains. Aux marges des grandes villes du nord, c'est plutôt la culture ouvrière qui est affaiblie et mise à mal. Mais là aussi les protections de l'Etat social deviennent contingentes, reléguant les familles les plus fragiles. Les anciens quartiers ouvriers deviennent des quartiers d'exil.

Alors que le travail s'en allait, l'ingéniosité populaire faisait face, déployant inventivité et débrouille dans les zones de relégation (Jamouille, 2002). De nouveaux liens d'échange, de fortes sociabilités se sont développés. Michel Kokoreff (2008) parle même de « suraffiliation territoriale ». La culture des groupes de pairs, leurs « affaires à faire » dans l'économie de la rue feraient toujours davantage société dans les quartiers ségrégués. Car si ces jeunes ont les pieds dans la précarité, leurs rêves les portent vers la société de consommation (Avenel, 2007). Plus leurs familles s'appauvrissent, plus les jeunes diversifient leurs ressources, combinant de « petits boulots » contingents à des embauches risquées dans l'économie parallèle.

Dans des contextes de modernité insécurisée, « y a-t-il, malgré tout, la possibilité d'accumuler pour soi et ses proches sans la protection d'un Etat-tiers garant du bien être de ses membres - ? Avec quelle conséquence ? » se demande Pierre-Joseph Laurent, dans cet ouvrage. Sa réponse est positive, « à la condition d'accepter l'idée d'une société violente, de la partialité de l'Etat et de la peur de l'autre comme autant d'éléments qui composent le lien de société. » Sur mes terrains aussi, des populations exclues du salariat ont pu développer des formes d'accumulation (économiques, territoriales, symboliques) pour elles-mêmes et leurs proches. Les bandes contrôlent des territoires et des parts de marché de l'économie de la rue ; elles gagnent de la légitimité, du respect, un droit d'être là. Cependant la concurrence est rude, les rivalités explosives, les rapports sociaux duels, sans tiers régulateurs. La violence et les règlements de comptes endurcissent les jeunes, les laissant seuls et sans appuis quand ils dérivent.

Les rixes autour des territoires, comme celles qui secouèrent le Secteur Ouest, s'inscrivent dans une histoire. Des populations précaires, d'origines hétérogènes, sont ségréguées ethniquement et spatialement, puis mises en concurrence quand le travail vient à manquer. Les rancunes et les jalousies se déportent alors sur les autres communautés. Des agressions mutuelles enclenchent des rétorsions brutales et symétriques. Les violences réelles et théâtralisées, que nous avons vues au stade sont engagées par des acteurs, jeunes et adultes, débordés de pulsions violentes, véritables « casseroles à pression » psychiques. Les conflits de territoires sont une donnée assez classique, dans les zones de relégation. Ce qui était nouveau, du moins pour moi, ce fut la dimension ethnique des rixes du Secteur Ouest ainsi que la différence d'âge entre belligérants.

Pour comprendre les processus de fermeture sur des entre-soi ethniques à Bruxelles, il nous faut d'abord y analyser les fonctionnements scolaires. Les regroupements ethniques s'ancrent dans la dualisation de l'offre scolaire et la monoculturalité de la population de nombreuses écoles du « croissant pauvre » (Jamouille, Mazzocchi, 2011). A Bruxelles, en particulier, le libre marché scolaire a fluctué, dans le plus total libéralisme, jusqu'à aboutir au système actuel, à savoir des établissements aux populations très homogènes sur les plans socio-économique et ethnique. Des études parlent même « d'apartheid scolaire », tant l'enseignement belge se caractérise par des formes de ségrégation scolaire particulièrement

discriminatoires, en particulier à Bruxelles. (Jacob/Réa/Teney/Callier/Lothaire, 2009)¹⁷. L'absence de mixité sociale, mais surtout l'homogénéité ethnique des écoles, pénalisent particulièrement les élèves d'origine étrangère. Dans le cadre de cette enquête, nous avons principalement enquêté dans trois écoles: une première où 95 % des élèves étaient d'origine turque ; une seconde où 85 % des élèves étaient d'origine marocaine et une troisième, dite « pour étrangers », avec près de 80 % d'élèves récemment émigrés. Bien que ces regroupements soient purement indicatifs, ils n'en constituent pas moins un indice de la densité de la ségrégation sociale et ethnique dans les établissements bruxellois.

Ainsi à Bruxelles, l'Etat ne se fait pas le garant de l'équité scolaire, laissant le libre marché polariser et ségréger les écoles sur les plans social et ethnique. L'instabilité des directions d'école, la pénurie d'enseignants, les « trous » dans l'obligation scolaire, le « bas » niveau d'enseignement ... caractérisent les scolarisations « de seconde zone » décrites par les adolescents. Quand ils ne croient plus au jeu scolaire, les jeunes cherchent d'autres lieux où être reconnus. Ils se regroupent dans des « entre-soi » protecteurs via des processus de replis sur leurs communautés, leurs quartiers, leurs langues.

A l'image de leurs quartiers et de leurs écoles, des regroupements de jeunes ont une base ethnoraciale qui s'affirme, qu'ils soient d'origine belge ou immigrée. Certains ne trouvent que ces lieux-là : leur phénotype, une condition commune, et des morceaux de quartier, aux frontières mouvantes, pour se construire des solidarités et une identité fière. Ils gagnent, protègent et occupent des territoires qui ne leur appartiennent jamais vraiment, qui doivent toujours être partagés avec d'autres publics. Pour eux, la ville se fractionne, l'espace public se réduit. L'identification à la « bande » et à son territoire deviennent primordiales (Monod/Kokoreff, 2008). Bien que nous utilisions, comme les jeunes rencontrés, le terme « bande » ; les groupes que nous avons pu approcher sont mouvants peu organisés. Les hiérarchies se reconstruisent au jour le jour en fonction du courage, de la bravoure, de la réputation de chacun.

Plus les territoires sont fermés, et privatifs, plus ils confinent les jeunes, et usent les relations. Dans les lieux clos, sans lignes de fuite, des jeux d'alliances étroits captent les personnes, des groupes se dressent les uns contre les autres, se jaloussent et veulent obtenir par force, du respect et du pouvoir. Colère et rivalités entre les communautés peuvent conduire à des rixes violentes, voire des émeutes à dominante raciale, nous l'avons vu. Quand les jeunes s'identifient à des entre soi ethniques fermés, leurs regroupements les portent vers les face à face violents intra ou interraciaux.

Se pose alors la question de la capacité de l'Etat de réguler ces conflits, d'apaiser les relations entre les personnes et les groupes. Les réponses en termes de sécurisation policières et d'incarcération des précaires sont totalement inopérante pour traiter l'insécurité sociale, la ségrégation et les rivalités ethniques dans les quartiers d'exil (Wacquant, 2004). Ainsi, dans la rixe du stade, le rejet de l'Etat-tiers est présent dans les deux camps. Des hooligans se regroupent pour sécuriser leur territoire. Ils y convoquent la partie adverse au combat rangé, pour se faire justice eux-mêmes. Les adolescents d'origine marocaine, insultés et humiliés, ne croient pas à la capacité de l'Etat de mettre un frein aux messages xénophobes qui les visent. Ils veulent défendre leur fierté, et leur droit d'être là, dans le Beau Quartier, aux abords du stade. Les uns et les autres sont dans des logiques de regroupements et d'affrontements identitaires, qui évacuent la citoyenneté et le recours à un Etat de droits. La réaction policière protégea les adolescents d'origine étrangère mais leur parut inéquitable. L'interposition policière fut courageuse, allant jusqu'au corps à corps, mais les arrestations unilatérales donnèrent aux jeunes un sentiment d'alliance des Blancs entre eux, d'inégalité de couleur

¹⁷ Cette étude statistique récente montre que, en Belgique, l'écart de performance scolaire entre les élèves d'origine étrangère et d'origine autochtone est le plus élevé d'Europe. L'étude met à jour l'influence prépondérante des établissements scolaire dans les scores obtenus par les élèves.

devant la loi. D'autant plus qu'au Secteur Ouest, il n'y a aucune correspondance entre les proportionnalités ethniques des habitants et celles de leurs dirigeants. La plupart des élus et des membres de l'administration sont blancs. Seuls quelques éducateurs et beaucoup d'Agents Contractuels Subventionnés (A.C.S.) sont d'origine étrangère. Les policiers mobilisés les vendredis des rixes étaient quasi tous blancs.

Ainsi la notion de modernité insécurisée me paraît innovante pour caractériser la vie sociale aux marges des grandes villes, au Nord, en particulier la dynamique globale de fragmentation, de polarisation sociale et d'ethnisation des rapports sociaux dans les quartiers populaires de Bruxelles. Si la notion d'insécurité sociale est opérante (Castel, 2003), celle de modernité insécurisée permet davantage de penser les regroupements ethniques, les rixes interraciales entre les communautés, le lien de défiance généralisé, les rapports de force sans tiers, où violence que chacun peut mobiliser participe à construire le lien à l'autre. Elle permet davantage de donner du sens aux conduites à risques¹⁸ de la jeunesse (Jamoulle, 2005). Elle rend davantage compte d'une société violente, de la partialité de l'Etat et de la peur de l'autre comme autant d'éléments qui composeraient le lien de société.

Bibliographie des auteurs cités

- AVENEL C., 2007, *Sociologie des « quartiers sensibles »*, Paris, Armand Colin.
- BASTENIER A., 2004, *Qu'est-ce qu'une société ethnique ? Ethnicité et racisme dans les sociétés européennes d'immigration*, Paris, PUF.
- BEAUD S., PIALOUX M., 1999, *Retour sur la condition ouvrière. Enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard*. Paris, Fayard.
- CASTEL R., 2003, *L'insécurité sociale. Qu'est-ce qu'être protégé ?*, Paris, Seuil.
- CASTEL R., 1995, *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Gallimard/Folio essai.
- CASTEL R., 2007, *La discrimination négative. Indigènes ou citoyens*, Seuil.
- DELWIT P., REA A., SWYNGEDOUW M. (dir), 2007, *Bruxelles ville ouverte. Immigration et diversité culturelle au cœur de l'Europe*, L'Harmattan.
- BOURGOIS Ph., 2001 (1995), *En quête de respect, le crack à New York*, Paris, Seuil.
- DE GAULEJAC V., TABOADA LEONETTI I., 1994, *La lutte des places*, Paris, Desclee De Brouwer.
- LAURENT P.-J., 2008, « Éléments pour une socioanthropologie de la défiance : l'inhumain et l'humain », in J. FURTOS (dir), *Les Cliniques de la précarité. Contexte social, psychopathologie et dispositifs*, Paris, Masson.
- LE BRETON D., 2002, *Conduites à risques*, Paris, PUF/Quadrige.
- JACOB D., REA A., TENEY C., CALLIER L., LOTHAIRE S., 2009, *L'ascenseur social reste en panne. Les performances des élèves issus de l'immigration en Communauté française et en Communauté flamande*, Fondation Roi Baudouin.
- JAMOULLE P., 2002, *La débrouille des familles. Récits de vies traversés par les drogues et les conduites à risques*, Louvain-la-Neuve, De Boeck.
- JAMOULLE P., 2005, *Des hommes sur le fil. La construction des identités masculines en milieux précaires*, Paris, La Découverte/Poche.
- JAMOULLE P., 2009, *Fragments d'intime. Amours, corps et solitudes aux marges urbaines*, Paris, La Découverte.
- JAMOULLE P., MAZZOCCHETTI J., 2011, *Adolescences en exil*. Louvain-la-Neuve, Académia H.
- KOKOREFF M., 2008, *Sociologie des émeutes*, Paris, Payot.

¹⁸ « L'expression "conduites à risque", appliquée aux jeunes générations, s'impose pour désigner une série de conduites disparates dont le trait commun consiste dans l'exposition de soi à une probabilité non négligeable de se blesser et de mourir, de léser son avenir personnel ou de mettre sa santé en péril. » (LE BRETON, 2002, p. 61)

- LAE J-F., MURARD N., 1985, *L'argent des pauvres. La vie quotidienne en cité de transit*, Paris, Le Seuil.
- LAPEYRONNIE D., 2008, *Ghetto urbain. Ségrégation, violence, pauvreté en France aujourd'hui*, Paris, Robert Lafont.
- MONOD J. et KOKOREFF M., 2008, « Des barjots aux bandes des cités. Discussion », *Revue Esprit : Le gouvernement des villes*, pp.39-55
- MONOD J., 1971 (1968), *Les barjots, Essai d'ethnologie des bandes de jeunes*, Paris, Union Générale d'Édition/10-18.
- MARTINIELLO M., PERRIN N., VAN ROBAEYS B. et VRANKEN J., 2007, *La Pauvreté chez les personnes d'origine étrangère*, Fondation Roi Baudouin, CEDEM/ULG, OASeS/Université d'Anvers.
- SCHWARTZ O., 1990, *Le monde privé des ouvriers. Hommes et femmes du Nord*, Paris, PUF.
- Tableau de bord de la santé en Région bruxelloise*, Observatoire de la santé et du social, 2010
- WACQUANT L., 2004, *Punir les pauvres, Le nouveau gouvernement de l'insécurité sociale*, Marseille, Agone.
- WACQUANT L., 2007, *Parias urbains. Ghetto, banlieues, État*, Paris, La Découverte.
- WILLAERTS D. et DEBOOSERE P., 2005, *Atlas des quartiers de la population de Bruxelles-capitale au début du XXI^e siècle*, n° 42, 2005, Institut bruxellois de statistique et d'analyse, Ministère de la Région de Bruxelles-capitale, Iris éditions.